



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 107 du 29 septembre 2019

Au sommaire :

- **La mort de Chirac, la cohabitation droite-gauche, Macron... ou la continuité de l'État au service du capital**
- **Catastrophe de Rouen, réchauffement climatique, Greta Thunberg a raison, les dirigeants de ce monde sont des menteurs et des irresponsables... - Bruno Bajou**
- **Face au capitalisme menacé de faillite, la contre offensive des travailleurs et la nécessité d'un parti**
- Texte collectif rédigé dans le cadre des débats du NPA

La mort de Chirac, la cohabitation droite-gauche, Macron... ou la continuité de l'État au service du capital

La mort de Chirac nous vaut un tsunami d'hommages tous plus flagorneurs et complaisants les uns que les autres, d'analyses sur sa « *personnalité complexe* »... Ainsi, *Le Monde* se penche sur « *la vie de cet animal politique* » : « *Avec lui, c'est toute une époque qui s'efface : cette France de la guerre et de l'après-guerre, du gaullisme triomphant et finissant, de la décolonisation et des « trente glorieuses », de l'alternance et des cohabitations, du chômage de masse et de la mondialisation, de l'aventure européenne et de son enlisement.* »

Cette « époque » n'a pas attendu la mort de Chirac pour... s'effacer. Ce dernier, comme tous les politiciens, a soumis ses ambitions et sa carrière politique à servir les intérêts de la grande bourgeoisie pour faire face aux bouleversements profonds provoqués par la crise du capitalisme des années 1970. Ses seuls mérites sont un carriérisme sans limites associé à une souplesse et un opportunisme tout aussi sans limites, des talents qui lui ont permis d'être au centre des politiques mises en œuvre par la bourgeoisie contre les travailleurs et les classes populaires, avec Mitterrand, le principal acteur de la cohabitation droite-gauche.

Après 10 ans de participation à tous les gouvernements, de 1966 à 1976 où il démissionnait de son poste de Premier ministre de Giscard d'Estaing, puis dix autres comme maire de Paris, Chirac devenait en 1986 Premier ministre de Mitterrand. C'était la première cohabitation, où Chirac prenait pendant deux ans le relais de la politique initiée dès 1983 par le gouvernement Mauroy (qui comprenait des ministres PC) : faire payer aux travailleurs la restauration des profits de la bourgeoisie.

Elu à la présidence en 1995, Chirac reprenait le flambeau. Après le flop du « plan Juppé » qui avait provoqué le mouvement de décembre 1995, il dissolvait le Parlement en 1997. Avec la victoire de l'Union de la Gauche commençait une nouvelle période de cohabitation, cinq ans au cours desquels Jospin et ses deux gouvernements successifs ont poursuivi l'offensive, main dans la main avec Chirac. Ces gouvernements comptaient des ministres communistes, dont Gayssot, ministre des transports, qui s'est chargé, entre autres, d'« ouvrir » le capital d'Air France. Quant à Mélenchon (qui s'est félicité que Chirac ait « *aimé la France mieux que d'autres depuis* »...), il était ministre délégué à l'enseignement professionnel du second gouvernement Jospin.

En 2002, Chirac, l'homme du « *bruit et des odeurs* », était élu au second tour de la présidentielle face à Le Pen, plébiscité par la droite et la gauche y compris le PC et une partie de l'extrême-gauche.

Depuis la fin de son second mandat en 2007, Sarkozy puis Hollande ont poursuivi la même politique de régression sociale, aggravée au lendemain de la crise de 2007-2008 dans une folle fuite en avant financière ruinant les dernières illusions dans l'alternance.

Cette politique où la gauche menait des politiques ouvertement au service de la bourgeoisie la main dans la main avec la droite a laissé un goût amer dans le monde du travail. Ni le PS ni le PC ne s'en sont remis, ils ont semé la démoralisation tout enachevant de disqualifier aux yeux du plus grand nombre les idées qu'ils prétendaient représenter.

Macron est l'enfant direct de ces politiques, candidat des classes dominantes, « ni de droite ni de gauche », élu face à Marine Le Pen, la fille du candidat anti-UMPS. Il se rêve comme un nouveau Bonaparte populiste, le De Gaulle de la guerre de classe des multinationales et poursuit ainsi, dans les pas de ses prédécesseurs, la mission qui lui incombe : assurer la continuité de l'État, au service du capital.

Catastrophe de Rouen, réchauffement climatique, Greta Thunberg a raison, les dirigeants de ce monde sont des menteurs et des irresponsables...

Il aura fallu plus de 10 heures aux 200 pompiers mobilisés pour maîtriser, jeudi 26 septembre, l'incendie qui a ravagé l'usine Lubrizol de Rouen, usine classée Seveso, située près d'un quartier résidentiel, à deux kilomètres du centre historique.

Même si le pire a été évité grâce à l'intervention des salariés et des pompiers qui ont réussi à tenir à l'écart des flammes les produits les plus dangereux, l'incendie a provoqué un épais nuage de fumée noire d'une vingtaine de kilomètres de long entraînant des retombées de résidus d'hydrocarbures sur toute l'agglomération et même bien au-delà...

Mensonges et opacité des autorités pour couvrir l'irresponsabilité d'une multinationale

Le préfet et Castaner, venus sur place, ont multiplié les déclarations rassurantes sur ce nuage « *forcément anxiogène* »... mais, selon eux, sans « *élément qui permette de penser qu'il y a un risque lié aux fumées* ». A les croire « *c'est sans danger !* » mais en même temps, ils ont décidé, dans treize communes la fermeture préventive des écoles, collèges, lycées, le confinement dans les EHPAD et ils ont conseillé aux habitants d' « *éviter les déplacements non indispensables* ».

Comment les croire quand ils minimisent le danger avec autant de mépris pour les populations qui s'inquiètent de ces dépôts noirs, de cette odeur persistante responsable, encore deux jours après l'incendie, de nausées et de vomissements. Inquiétude d'autant plus justifiée que règne l'opacité la plus complète sur la composition des produits ayant brûlé, comme sur les résultats d'analyse, jugés par le Préfet « *encourageants* » de l'air, des fumées, des résidus ou de l'eau de la Seine... Une manifestation est déjà annoncée mardi pour exiger plus de transparence.

A Rouen comme ailleurs, les populations et les salariés sont exposés à des risques inacceptables à cause de l'irresponsabilité des industriels qui font passer leur profit avant la sécurité mais aussi à cause de la duplicité complice des autorités publiques... Comment une telle usine, aussi dangereuse, a-t-elle pu continuer à être autorisée à fonctionner en pleine ville malgré des incidents à répétition ?

La gauche ne se remettra pas de sa cohabitation avec l'ordre bourgeois, de son intégration à la politique de la bourgeoisie, de ses capitulations.

Les travailleurs, eux, retrouvent le chemin des mobilisations et des luttes pour prendre eux-mêmes leur sort en main et redonner vie aux idées du socialisme et du communisme.

En janvier 2013, une fuite de gaz malodorant et toxique, le mercaptan, avait été ressenti jusqu'à Paris et aux côtes anglaises, mais l'entreprise, jugée responsable, n'a eu qu'une amende de 4000 euros. En 2015, près de 2000 litres d'huile minérale s'étaient déversés dans le réseau d'évacuation des eaux de pluie.

Cette usine n'est qu'un des nombreux sites de production d'une compagnie américaine qui a réalisé 6 milliards de dollars de chiffre d'affaire en 2017. Une compagnie qui appartient à la holding Berkshire Hathaway du milliardaire Warren Buffet, 3^{ème} fortune mondiale en 2019, avec 82,5 milliards de dollars.... fortune construite depuis des décennies sur l'exploitation des salariés et au prix de la dégradation de la sécurité des populations et de leur environnement.

La sécurité comme l'environnement ne pèsent pas lourd dans la course aux profits des multinationales que les Etats défendent et couvrent de leurs mensonges, que ce soit face à une catastrophe locale comme l'incendie de Rouen ou que ce soit à l'échelle planétaire face au réchauffement climatique dont l'ampleur est confirmée par chaque nouveau rapport des scientifiques.

Dénoncer les mensonges des Etats, combattre les vrais responsables, les classes dominantes

C'est cette inaction des gouvernements que plus de 4 millions de jeunes ont dénoncée à travers le monde, lors de la grève scolaire des « *Fridays for future* » du vendredi 20 septembre, et encore par centaines de milliers, le vendredi 27.

En prenant au mot les discours des politiciens dans la lignée de celui de 2002 de feu-Chirac, « *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs* », les jeunes ont appris à s'appuyer sur les données et les recommandations de ces scientifiques que les gouvernements avaient eux-mêmes convoqués. Ils ne regardent pas ailleurs mais au contraire veulent en tirer toutes les conséquences et agir.

Et par leur mobilisation, de fait, ils révèlent les mensonges et le cynisme des gouvernements... D'ailleurs Macron n'a pu s'empêcher d'étaler son mépris en disant que les jeunes manifestants devraient plutôt aller faire « *de gran-*

des opérations de ramassage sur les rivières ou les plages corses. »

Il a eu sa réponse, quand la jeune militante, Greta Thunberg, a fustigé avec force, dignité et colère les dirigeants du monde réunis à l'ONU pour un énième et inutile sommet sur le climat : « *Les gens souffrent, ils meurent. Des écosystèmes entiers s'effondrent, nous sommes au début d'une extinction de masse, et tout ce dont vous parlez, c'est d'argent, et des contes de fées de croissance économique éternelle ? Comment osez-vous !* »

Macron a dénoncé « *des positions très radicales (...) de nature à antagoniser nos sociétés* ». Greta Thunberg a aussi subi des flots de haine aussi bêtes que réactionnaires d'une partie de la presse comme de vieux réactionnaires sur le retour, l'attaquant sur sa jeunesse, son sexe ou son syndrome d'Asperger... mais n'ayant finalement rien à opposer à ses arguments.

Car Greta Thunberg a doublement raison, raison sur le fond car elle ne fait que tirer les conséquences des rap-

ports scientifiques que plus personne ne peut réellement contester. Et raison aussi de se mettre en colère, de dénoncer les « *paroles creuses* », le cynisme et l'irresponsabilité des gouvernements.

« *Le monde se réveille, et le changement arrive, que cela vous plaise ou non.* », a conclu Greta Thunberg mais, pour cela, les seuls données scientifiques ne suffiront pas, pas plus que la dénonciation des « *trahisons* » des politiciens. C'est bien l'ensemble du système, de ce système capitaliste dont ils ne sont que les représentants qu'il s'agit de remettre en cause.

Faire face à la crise écologique globale rejoint le combat social et politique contre les vrais responsables de la catastrophe annoncée, les classes dominantes qui à travers quelques multinationales contrôlent toute l'économie et la finance mondiale, et soumettent l'ensemble de la société comme notre environnement à la logique mortifère de la course aux profits.

Bruno Bajou

Face au capitalisme menacé de faillite, la contre offensive des travailleurs et la nécessité d'un parti

Selon un rapport récent de l'OCDE la croissance mondiale devrait s'établir à 2,9 % cette année, au plus bas depuis dix ans. Alors qu'ici comme dans le monde entier les dividendes explosent, l'économie ralentit, les investissements productifs reculent. Les discours alarmistes sur la récession en cours ou la menace d'une crise financière majeure alimentent les chroniques économiques.

La politique d'argent gratuit mené par les banques centrales se généralise et s'accentue. Les taux nuls ou négatifs qu'elles pratiquent vis-à-vis des banques privées s'étendent maintenant aux prêts de ces dernières aux États et aux grandes entreprises. En trois jours, suite à la destruction par des drones d'une partie de l'appareil pétrolier de l'Arabie saoudite, la Fed a injecté près de 200 milliards de dollars dans les circuits financiers pour permettre aux banques de fonctionner. Tout pour éviter une panique financière.

Ce que craignent les dirigeants capitalistes, les banques centrales, c'est que la masse de capitaux qui circulent dans le monde ne trouvent plus suffisamment de profits pour réaliser leurs appétits, se dévalorisent au point de perdre toute valeur, le krach financier qui pourrait provoquer une récession mondialisée.

Les banques centrales sont condamnées à la fuite en avant. Elles doivent sans cesse augmenter les doses des perfusions qui maintiennent le capital financier pour tenter de maîtriser les effets de leur propre politique, éviter l'explosion brutale des bulles spéculatives qui se sont reconstituées sur les marchés financiers et qui dépassent celles de 2007 tandis que les niveaux d'endettement privé et public ont plus que triplé...

L'ensemble du système capitaliste est devenu insolvable.

Les politiques d'austérité budgétaire n'empêchent pas les incitations à financer par la dette les dépenses publiques sans pour autant que les États soient en mesure d'engager des politiques de relance ne serait-ce que pour donner quelque crédibilité à leur discours sur la transition écologique.

Cette folle absurdité se nourrit d'une exploitation toujours plus grande des travailleurs et des peuples comme de la nature.

Rien ne dit bien sûr que cela suffira à éviter un nouvel accident aigu, sous la forme d'une nouvelle crise financière ou d'une crise de la dette. Mais même si les dirigeants de ce monde, les banques centrales parviennent, par miracle, à éviter un nouvel accident aigu, à éviter la panique en préservant la confiance par la peur du pire, c'est au prix de l'aggravation de l'exploitation du prolétariat, d'un recul des droits démocratiques et d'une montée des inégalités sociales, d'une aggravation de la crise climatique et écologique comme des tensions internationales et des menaces de guerre.

L'impasse dans laquelle le capitalisme entraîne l'humanité est directement liée à la politique des maîtres du monde pour tenter de pallier les contradictions qui minent un mode de production dépassé. Ce n'est plus simplement une nouvelle crise cyclique qui menace la société mais bien une faillite globalisée.

Macron et la peur d'une explosion sociale

Ici, la bataille des retraites est devenue le centre de l'offensive de Macron pour le compte du grand patronat, une offensive sociale mais aussi politique. En prenant son temps, Macron veut éviter de provoquer trop brutalement les travailleurs, salariés ou membres de profession

libérales. Mais il veut surtout plier les organisations syndicales et l'opinion à sa politique, à la logique idéologique du système, à l'individualisme, atomiser le monde du travail, le désorganiser, effacer toute conscience collective pour briser les capacités de résistance.

A défaut de maîtriser leur système économique, les bourgeois et leurs serviteurs anticipent les explosions sociales que leur politique voire leur faillite ne manqueront pas de provoquer. Le déploiement policier, la politique répressive rentre dans les mêmes anticipations.

L'offensive de Macron sur l'immigration est de ce point de vue symptomatique. Au-delà de la démagogie électorale à l'approche des élections municipales, il s'agit de cultiver les germes de la division, d'attiser les concurrences et les rivalités entre les travailleurs de quelque origine qu'ils soient. En appelant sans rire LREM à ne pas être « *un parti bourgeois* » pour flatter les préjugés racistes qui peuvent exister au sein des classes populaires, Macron fait le sale boulot de l'extrême droite. Il ne fait pas simplement du Sarkozy, il entre réellement en concurrence avec Marine Le Pen sur le même terrain. Il appelle les membres de LREM à ne pas être « *un parti bourgeois* » institutionnel comme les autres et rêve d'un parti populiste, national-libéral proeuropéen investissant les classes populaires à la manière de l'extrême droite. La mort de Chirac est l'occasion pour lui de tenter d'essayer à nouveau de porter ses habits neufs de président dépassant la cohabitation droite-gauche, Chirac et Mitterrand, pour poser au nouveau De Gaulle dominant le peuple. Les cauchemars suscités par le mouvement des gilets jaunes provoquent des rêves impossibles... Sauf qu'il lui manque non seulement la stature mais le parti d'où l'importance pour lui des élections municipales et du deuxième grand débat pour mobiliser des troupes disparates. Rien ne dit qu'il puisse réussir son projet. Son gouvernement est de plus en plus isolé et le plus probable est que son acte II soit un fiasco mais il contribue au développement d'un courant de droite extrême dans le pays sans qu'aujourd'hui il soit possible de dire qui en prendra la tête.

Quoi qu'il en soit, nous avons à convaincre autour de nous que seule une intervention collective et consciente des travailleurs sur le terrain social et politique pourra faire reculer la montée des idées réactionnaires qu'alimentent les évolutions du capitalisme, les inquiétudes et les peurs qu'elles suscitent.

De la bataille des retraites à un mouvement d'ensemble

Parallèlement, les conditions d'une contre-offensive du monde du travail mûrissent à travers l'expérience quotidienne que fait la population de l'incurie des classes dominantes attachées à la défense de leur priviléges. L'argent coule à flot, les dividendes augmentent, les inégalités explosent et les banques centrales comme les États, incapables de réguler l'agitation et les déséquilibres qui règnent sur les marchés financiers, n'ont d'autres réponses que de prévenir la faillite en inondant les marchés de

capitaux gratuits. Leur incurie face à la crise climatique est patente, d'autant plus révoltante qu'elle souligne l'hypocrisie de leurs discours sur l'écologie -que Greta Thunberg a dénoncée à juste titre- ainsi d'ailleurs que sur les inégalités ou la démocratie.

Après la gauche et la droite, c'est bien le système capitaliste lui-même qui perd toute crédibilité quant à sa capacité à assurer le progrès humain. Il devient synonyme de misère, d'inégalités, de catastrophes écologiques, d'injustice et de racisme, de violences policières et de menaces de guerre.

Une nouvelle conscience de classe se construit à travers l'expérience quotidienne de la politique des classes dominantes, de l'impuissance de la gauche politique et syndicale, les mobilisations, l'apport des gilets jaunes, les mobilisations internationales de la jeunesse sur le climat ou celle du peuple algérien ou la jeunesse de Hong Kong...

La bataille qui s'engage sur les retraites va prendre, de par les choix mêmes de Macron, un contenu politique. Le grand débat qu'il engage a pour fonction de façonnner l'opinion. A l'opposé, elle sera pour les travailleurs une bataille politique par l'agitation et la propagande comme par la grève et les manifestations dans le prolongement des mobilisations des 10 derniers mois en particulier celles des gilets jaunes. Macron veut sa revanche et c'est un bras de fer qui s'engage. Les doutes et les hésitations qui marquent ce mois de septembre et la journée du 24, malgré le succès de la grève à la RATP, ne préjugent en rien de l'issue de la bataille. D'ores et déjà, l'appel à la grève reconductible à partir du 5 décembre initié par les syndicats de la RATP, depuis jeudi, CGT incluse et à laquelle s'est jointe Sud-rail et devrait se joindre FO-transports, sera une étape importante de la mobilisation sans écarter la possibilité d'autres initiatives d'ici là.

Après le mouvement des gilets jaunes, nous sommes dans un moment de maturation, de discussion, de prise de conscience à la lumière des luttes en cours et de la politique du patronat et de l'État. Il s'agit d'y tracer une perspective d'ensemble en anticipant sur les évolutions de consciences pour les aider, les renforcer, les regrouper.

Chaque grève est un combat politique

L'idée que chaque mobilisation, chaque lutte est un moment d'une lutte d'ensemble, qu'inverser le rapport de force c'est se poser concrètement la question de l'organisation démocratique des luttes, de la remise en cause des fondements de la société capitaliste, plus généralement du pouvoir et du changement de société hors des cadres institutionnels, fait son chemin.

Les perspectives de convergences sont au cœur de ces évolutions de consciences qui, elles mêmes, en sont la condition.

Il y a là une dimension importante de notre intervention dans les luttes pour contribuer à leur prise en main par les travailleurs eux-mêmes. Nous ne sommes pas les dé-

fenseurs de l'unité de la gauche faillie ou de rassemblement de la gauche qui lutte mais notre politique ne peut se contenter de chercher à rassembler par en haut les différentes minorités agissantes. Partout où nous pouvons, nous encourageons la constitution de comités de grève, les interpros, la coordination et le regroupement des acteurs des luttes sans nous plier aux cadres décrétés par les appareils syndicaux.

Nous avons aussi à mener la bataille dans nos organisations syndicales, regrouper autour d'une orientation en rupture avec la politique du dialogue social pour défendre une politique de classe et la démocratie contre la mainmise bureaucratique des appareils.

La faillite du capitalisme et la perspective démocratique et révolutionnaire, socialiste et communiste

La tâche essentielle du jour est d'œuvrer à la transformation du rejet du capitalisme en une conscience de classe démocratique et révolutionnaire, socialiste, communiste. L'anticapitalisme ne suffit plus, s'il a jamais suffi. Notre programme est celui du socialisme et du communisme mais les caricatures monstrueuses et les reniements dont ces idées ont été les victimes nous imposent de souligner leur contenu démocratique et révolutionnaire, la conquête du droit de décider et de contrôler par la population elle-même.

Il est indispensable de s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière sur le terrain politique pour démontrer la nécessité de se regrouper sur la base d'une solidarité de classe internationaliste. Pour convaincre aussi que les perspectives révolutionnaires du socialisme et du communisme sont toujours bien vivantes, qu'elles sont inscrites dans le développement même de la société. C'est un travail collectif que nous avons laissé en chantier qu'il est indispensable d'engager.

Les inquiétudes soulevées par la prise de conscience de l'impasse dans laquelle le capitalisme enferme la société peut laisser la place à la montée des idées réactionnaires ou d'idées dites modernes, théories de l'effondrement ou collapsologie en particulier dans la jeunesse. Il ne manque pas de gens pour jouer des peurs, des inquiétudes, de l'impasse face à laquelle se trouvent les classes populaires et la jeunesse alors que le mouvement ouvrier, les forces progressistes, démocratiques sont dépassées, étouffées par l'offensive sociale et politique des classes dominantes. Il ne manque pas de charlatans pour combattre la notion

même de progrès ou défendre l'obscurantisme contre la science.

Nous avons besoin de répondre à ces inquiétudes, interrogations alors que le capitalisme qui, il y a trente ans, annonçait la fin de l'histoire, la démocratie et la paix n'a jamais été aussi peu légitime aux yeux du plus grand nombre. La bataille politique, idéologique, est en prise directe avec les mobilisations et la construction d'une perspective d'ensemble.

Pour que le NPA soit l'instrument de la construction d'un parti des travailleurs

Développer une politique, agir tous ensemble pour aider les travailleurs à se constituer en parti conditionne l'ensemble de notre activité. C'est pourquoi le projet du NPA de contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires garde l'essentiel de sa pertinence dans la perspective de construire un parti des travailleurs, un parti pour la transformation révolutionnaire de la société. Notre priorité est de mettre en œuvre une politique visant à la construction de l'instrument indispensable aux luttes comme à l'émancipation des classes exploitées, des opprimés, de toute la société de la domination du capital.

Faire de la politique c'est aussi permettre à la colère, aux aspirations de s'exprimer y compris sur le terrain électoral, aux travailleurs d'envoyer leur porte-parole dans les municipalités, dans le cadre de notre démarche globale de rassemblement sur des bases d'indépendance de classe, en nous adressant à Lutte ouvrière ainsi qu'à toutes celles et ceux que nous côtoyons dans les luttes.

Le fait que le NPA soit aujourd'hui un front de fractions et tendances n'est pas en soi un handicap. C'est en réalité un fait positif qui rompt avec les habitudes de penser du mouvement révolutionnaire, de justifier les divisions, les rivalités et le sectarisme, le monolithisme et l'absence de démocratie, du moins si nous-mêmes nous écartons de ces pratiques. Nous avons besoin d'une démocratie vivante pour discuter des conditions d'avancer ensemble au moment où mûrissent les conditions de l'émergence d'un parti démocratique et révolutionnaire, un parti des travailleurs.

Nous avons besoin de prendre la mesure des bouleversements auxquels le monde du travail est confronté pour prendre la mesure des perspectives nouvelles qui s'ouvrent à nous.

Texte collectif rédigé dans le cadre des débats du NPA